



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

États-Unis

La paralysie budgétaire affame des millions d'Américains

Des millions de personnes sont privés d'aide alimentaire à cause de la récente suspension de ces aides aux États-Unis. Eric Dunham, père de famille et porteur ...

• (Page 08)

UMOA/ du DC/BR

Le Conseil d'Administration approuve le passage du cycle de règlement/livraison de J+3 à J+2

Abidjan le 30 octobre 2025- Le passage du cycle de règlement/livraison de J+3 à J+2 a franchi une nouvelle étape ...

• (Page 08)



Intégration financière

L'Afrique en quête d'outils pour passer du slogan à l'action



Togo

• (Page 04)

Les assureurs veulent accélérer le règlement des sinistres automobiles

• (Pages 03,05)

Inclusion financière

Une enquête nationale sur l'accès aux services démarre le 6 novembre

Au Togo, une enquête nationale sur l'accès aux services financiers va débiter le jeudi 6 novembre 2025. L'opération ...

• (Page 02)

Togo / Fintech

Ollo Africa conclut un partenariat avec l'Union des Chambres Régionales de Métiers

La fintech togolaise Ollo Africa, spécialisée dans la gestion des tontines, vient de conclure un partenariat avec l'Union des Chambres ...

• (Pages 04)

Nomination

L'Ivoirien Serge Mian prend les commandes de d'AGF WEST AFRICA

Le Conseil d'administration d'AGF WEST AFRICA annonce la nomination de Serge MIAN au poste de Directeur Général, à compter du 3 novembre 2025. M. MIAN est ...

• (Page 06)

Cyberfraude

Voici les pays africains les mieux et les moins protégés, selon Sumsu

L'indice mondial de la cyberfraude de Sumsu, plateforme de vérification d'identité et de conformité réglementaire, montre que les pays nordiques sont les ...

• (Page 11)

Le saviez vous ?
NOUS VOUS PRÊTONS
quand vous avez tout investi dans le stock.

Jusqu'à
80%
de la valeur
du stock

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP

www.boatogo.com

Inclusion financière

Une enquête nationale sur l'accès aux services démarre le 6 novembre

Au Togo, une enquête nationale sur l'accès aux services financiers va débiter le jeudi 6 novembre 2025. L'opération qui sera réalisée en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), s'étendra jusqu'au 6 décembre 2025 sur tout le territoire.



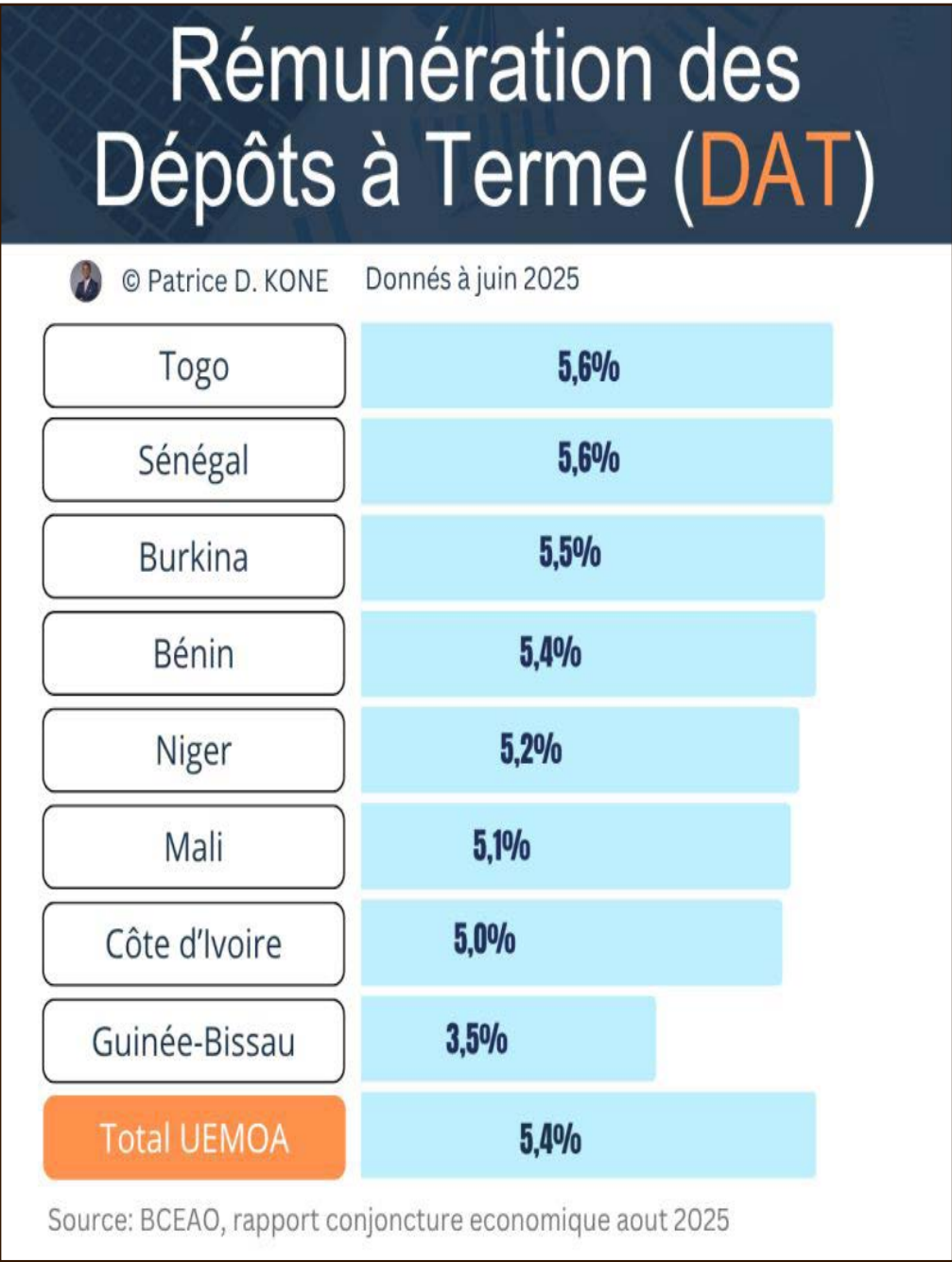
• Nicole Esso

Pendant un mois, les agents de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) se rendront auprès des ménages et des entreprises pour collecter des informations sur l'accès et l'utilisation des services financiers. L'enquête

visait à établir une situation de référence sur la demande et l'offre de produits financiers, qu'ils soient formels ou informels, et à identifier les besoins, les obstacles et les opportunités pour chaque catégorie d'utilisateurs. Prévue dans tout l'espace Uemoa, l'opération devrait permettre de disposer de données fiables et comparables

entre les pays membres, afin de mieux orienter les politiques publiques et de renforcer l'inclusion financière. En rappel, depuis quelques années, le Togo enregistre de bons résultats en matière d'inclusion financière. En 2024, le pays affichait un taux d'inclusion financière d'environ 87 %.

Image du jour



AUX DÉCIDEURS ...
Nouvelle ère pour l'OTR

En confiant à Chantal Yawa Djigbodi Tsègan la direction de l'Office Togolais des Recettes (OTR), le Togo ne procède pas seulement à un changement de leadership : il réaffirme une orientation claire vers la modernisation, la performance et la souveraineté budgétaire. Première femme à occuper ce poste stratégique, Mme Tsègan incarne à la fois la continuité d'une réussite et l'ouverture d'un nouveau cycle pour une institution devenue pilier de la stabilité financière nationale.

Succédant à Philippe Kokou Tchodié, dont la gestion a été marquée par une croissance soutenue des recettes publiques (près de 1 000 milliards FCFA collectés en 2023), Mme Tsègan prend les rênes d'une institution solide, mais à un moment charnière.

Sous le sceau d'une réforme adoptée en avril 2025, l'OTR s'apprête à approfondir sa mutation vers un modèle plus transparent, plus digitalisé et plus proche des contribuables.

L'arrivée de Yawa Tsègan à la tête de l'OTR dépasse la simple dimension administrative. C'est un signal politique et institutionnel fort : celui de la confiance accordée à une femme d'expérience, à la fois technicienne aguerrie et figure respectée du dialogue républicain.

Son parcours, entre l'Assemblée nationale et les hautes sphères gouvernementales, atteste d'une connaissance fine des enjeux fiscaux et de la mécanique budgétaire.

À travers elle, l'administration togolaise confirme son ancrage dans la modernité : une gouvernance inclusive, tournée vers la performance, mais aussi consciente de la dimension humaine de l'action publique.

Son appel à l'unité, à l'innovation et à la redevabilité au sein de l'Office sonne comme un rappel des valeurs fondatrices de l'OTR, au-delà des objectifs chiffrés.

Le ministre des Finances, Essowè Georges Barcola, a rappelé à juste titre que l'administration fiscale doit rester au service du citoyen et de l'entreprise, tout en demeurant un levier de croissance pour l'État. Ces chantiers exigent rigueur, écoute et vision stratégique.

Or, Mme Tsègan en a fait le cœur de son engagement : « un honneur et un appel au devoir », selon ses propres mots. Sa mission s'inscrit donc dans une double exigence : poursuivre la performance tout en humanisant la fiscalité.

L'objectif de 1 200 milliards FCFA de recettes en 2025 n'est pas qu'une ambition comptable : c'est l'expression d'un choix politique, celui de financer le développement par l'effort national.

Et dans ce processus, l'OTR occupe une place centrale, à la fois comme outil de souveraineté et vecteur de confiance entre l'État et les citoyens.

L'accession de Yawa Tsègan à la tête de l'Office Togolais des Recettes ouvre une nouvelle ère de leadership équilibré, entre rigueur technique et sens politique, entre performance économique et justice sociale.

C'est aussi un symbole fort de la promotion du leadership féminin dans les plus hautes fonctions de l'État — preuve que la compétence n'a ni genre ni frontière.

La nouvelle ère de l'OTR ne se joue pas seulement sur les chiffres, mais sur la capacité à incarner la confiance, à conjuguer exigence et proximité, à faire de chaque contribuable un partenaire du développement. Sous le leadership de Yawa Tsègan, le Togo confirme qu'il avance — avec méthode, avec vision, et surtout, avec foi dans la compétence et l'intégrité comme moteurs du changement durable.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.
• Source : tresor.economie.gouv.fr

Intégration financière

L'Afrique en quête d'outils pour passer du slogan à l'action

Urgence démographique, paradoxe de l'épargne, fragmentation des marchés: l'Africa Financial Summit, qui se déroule les 3 et 4 novembre à Casablanca, transforme les diagnostics en feuille de route, en consacrant la souveraineté financière africaine comme impératif tactique.

• M.D.

L'épargne des ménages africains est là. Les outils sont prêts. Le temps pour les pays africains est cependant compté. C'est dans ce contexte que la 5ème édition de l'Africa Financial Summit (AFIS) 2025 réunit pendant deux jours à Casablanca (3-4 novembre) les experts et décideurs du secteur financier africain et internationaux, ainsi que des décideurs publics. L'évènement s'est ouvert sous le signe d'une double dynamique: la célébration d'une victoire diplomatique marocaine consacrant sa souveraineté sur son Sahara et la mobilisation collective pour une autonomie financière africaine. Les discours d'ouverture de Nadia Fettah, ministre marocaine de l'Economie, Makhtar Diop, directeur de la Société financière internationale (Banque mondiale) et Amir Ben Yahmed, du périodique Jeune Afrique



• La ministre marocaine de l'Economie, Nadia Fettah, à l'ouverture du sommet sur l'intégration financière africaine, à Casablanca le 3 novembre 2025.

organisateur de l'évènement, dessinent les contours d'un continent déterminé à convertir son épargne en leviers de développement, avec le Maroc comme catalyseur stratégique.

Maroc: la légitimité consacrée

L'ouverture de l'AFIS 2025 a été marquée par l'ancrage stratégique du discours de Nadia Fettah dans un contexte géopolitique transformateur. La ministre a immédiatement évoqué la résolution historique du Conseil de sécurité des

Nations unies, consacrant l'autonomie du Sahara sous souveraineté marocaine comme «unique référence» pour clore ce différend «artificiel». La ministre marocaine a également qualifié cette décision de «tournant majeur dans l'histoire contemporaine du Royaume», soulignant qu'elle «confirme la légitimité de la position du Maroc», selon les termes du discours royal prononcé à la suite de la résolution du Conseil de sécurité onusien. Ce moment diplomatique, couplé au 50^e anniversaire de la Marche verte, sert de socle symbolique à la crédibilité internationale du Maroc. La ministre de l'Économie et des Finances du Maroc y voit une preuve tangible de stabilité et d'unité: «La sortie spontanée de nos concitoyens illustre la

forte union du peuple marocain derrière son Souverain, dans un attachement indéfectible à l'intégrité territoriale», fait-elle valoir. Une légitimité renforcée qui consolide la position de Casablanca comme hub financier africain,



offrant un environnement prévisible pour les investisseurs.

Trois impératifs pour

l'Afrique

Les intervenants de l'AFIS 2025 ont dressé un diagnostic implacable des défis financiers continents. L'Afrique génère annuellement plus de 500 milliards de dol-

la BAD, créant un paradoxe entre abondance de capitaux et pénurie de financements structurants. Une réalité exacerbée par des freins structurels: 80% des transactions intra-africaines transitent par des devises étrangères, renchérissant les coûts, tandis que le coût du capital dépasse de 300 à 400 points de base la moyenne mondiale en raison d'une dépendance persistante aux grilles de risque externes. Face à ce constat, Nadia Fettah a identifié trois verrous prioritaires: instaurer une confiance via des règles de gouvernance stables, garantir l'interopérabilité des systèmes financiers, et faire preuve d'audace pour concevoir «des outils africains pour l'Afrique». Makhtar Diop a renchéri en soulignant l'urgence démographique: «Plus de 300 millions de jeunes Africains arriveront sur le marché du travail dans la prochaine décennie». Son plan d'action repose sur trois piliers opérationnels: investir massivement dans les infrastructures (via l'initiative «Mission 300» pour l'électricité et «AgriConnect» pour l'agriculture), réformer les cadres réglementaires (le



Suite à la page 05

Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

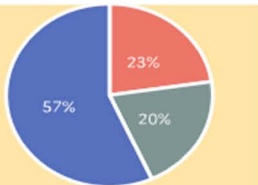
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo

Les assureurs veulent accélérer le règlement des sinistres automobiles

Togo

La Fintech Ollo Africa conclut un partenariat avec l'Union des Chambres Régionales de Métiers

À Lomé, la Direction générale des assurances a réuni la semaine dernière les experts médicaux et automobiles pour un séminaire de deux jours, consacré à l'amélioration du processus d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation.

La rencontre, placée sous le thème : « La contribution des experts dans le processus d'indemnisation », visait à harmoniser les pratiques d'expertise, et à réduire les retards observés dans le règlement des sinistres. Selon Assignon Koffi, directeur des Assurances, les lenteurs s'expliquent souvent par des divergences d'appréciation entre compagnies, experts et victimes. Pour Hounou Dovene, chef du département des prestations à GTA Assurance, les retards s'expliquent aussi par des difficultés administratives



et financières. Les primes d'assurance, fixées depuis les années 1980, n'ont jamais été révisées malgré les changements économiques, entraînant un manque à gagner structurel pour les compa-

gnies. Le séminaire aura ainsi permis d'identifier ces obstacles et de proposer des solutions concertées pour garantir une indemnisation plus rapide et équitable, en conformité avec le Code CIMA.

Dapaong

La 5e édition des journées de l'artisanat togolais bouclée
Lancée le 10 octobre dernier à Lomé sous le thème : « Le numérique au service de la promotion de l'artisanat : Enjeux et défis », la 5e édition des Journées de l'artisanat togolais (JAT) a connu son épilogue le samedi 1er novembre à Dapaong.

L'évènement est initié par l'Union des chambres régionales de métier (UCRM) et a permis de célébrer le savoir-faire des artisans togolais. Il était aussi question de redynamiser les chambres préfectorales et communales de métiers afin qu'elles soient plus actives pour le rayonnement du secteur artisanal et l'épanouissement de ses acteurs. Durant trois semaines, l'UCRM a organisé des rencontres d'échanges sur le thème de cette édition, des foires d'expositions des produits artisanaux en synchronisation avec la célébration du mois du consommateur local et des activités socio-culturelles et sportives dans toutes les préfectures. L'apothéose a été marquée par une opération de reboisement et de salubrité ainsi qu'une mini foire d'exposition dans la ville de Dapaong. Des attestations de mérite ont été remises à 5 chambres préfectorales de métier et à la chambre communale de Tône 1 pour avoir amené un grand nombre d'artisans à avoir leurs cartes profes-



sionnelles. Un don de vivres au gouvernement et un match de football ont également meublé la journée. Le secrétaire général du gouvernement de la région des Savanes, Kégbéro Latifou Seigneur, s'est réjoui du choix du thème de cette édition, rappelant que le numérique est aujourd'hui indispensable pour l'essor du secteur artisanal. « Le numérique est une formidable passerelle entre le savoir-faire traditionnel et les exigences de la modernité. Nos artisans peuvent présenter leurs œuvres au-delà de nos frontières, les vendre en ligne, améliorer la gestion de leurs ateliers et surtout valoriser l'identité culturelle togolaise », a-t-il souligné. Il a remercié les artisans pour avoir su démontrer

leurs talents et créativité au cours de cette édition. Le président de l'UCRM, Issa Mouhamed a exprimé sa gratitude au Président du Conseil, Faure Gnassingbé pour toutes les multiples actions entreprises en vue de l'émergence du secteur artisanal. Il a dressé un bilan positif de la célébration de ces journées qui ont permis de valoriser les métiers artisanaux sur toute l'étendue du territoire. M. Issa a exhorté les membres de l'Union à persévérer dans l'innovation et à s'adapter aux mutations actuelles marquées par la numérisation pour faire rayonner le secteur.

ATOP/JK/FD/KYA

Le projet, soutenu par Ecobank (déjà partenaire d'Ohana Africa), devrait toucher plus d'un million d'artisans d'ici à 2027, selon les prévisions initiales. Il s'appuie sur la plateforme mobile Ohana Africa, développée par Ollo Africa, récemment agréée par la BCEAO. Déjà testée lors d'une phase pilote, l'application permettra de gérer l'épargne, les retraits et les prêts de manière sécurisée et transparente, tout en facilitant la conformité légale des groupements d'artisans. Cette entente intervient dans un contexte où le secteur artisanal représente près de 18 % du PIB national et emploie plus d'un million de personnes.



Cependant, la majorité reste en dehors du système bancaire, dépendant encore des tontines informelles pour financer leurs activités. Le déploiement se fera dans les six Chambres Régionales de

Métiers, précédé de formations pour faciliter l'adoption de la plateforme. De son côté, Ecobank assurera la conservation des fonds collectés et la mise à disposition de l'infrastructure bancaire.

Bas-mono

La bibliothèque et le commissariat d'Afagnan dotés de matériel informatique

La bibliothèque de lecture publique et le commissariat de police de la ville d'Afagnan, dans la commune Bas-Mono 1, ont bénéficié respectivement le vendredi 31 octobre et le dimanche 2 novembre, du matériel informatique, de travail et d'équipement.

Le matériel informatique mis à la disposition de la bibliothèque publique est composé de 20 ordinateurs de bureau et de leurs accessoires. Il est offert par l'association racine féminine basée à Lomé. Ce don a été possible grâce au soutien technique et financier de la coopération allemande (GIZ). Il a pour objectif de soutenir la jeunesse et l'ensemble de la population à renforcer leurs compétences en outil informatique. Ces outils informatiques permettront de faire des recherches à l'ère de la numérisation et de la digitalisation. Le matériel de travail et d'équipement offert au commissariat de police de la ville est constitué d'une imprimante, d'un climatiseur et des mobiliers notamment des chaises en plastique. Cette action humanitaire, de générosité et de solidarité est à l'actif de M. Edoh Selom, député suppléant en collaboration avec Me Hounake-Akakpo Kossi Firmin, député. Ce don permet-



tra de renforcer les capacités opérationnelles et administratives du commissariat. Il s'agit de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de travail du personnel en vue de rendre un service de qualité aux populations. Le point focal de l'association racine féminine de Bas-Mono, Edoh Komlanvi a souligné que le geste de son association entend soutenir l'éducation et la formation des jeunes pour leur autonomisation. Il a exprimé sa reconnaissance à la GIZ pour son appui et exhorté le responsable de la bibliothèque à prendre soin du matériel. Le député Edoh Selom a rappelé que son action s'inscrit

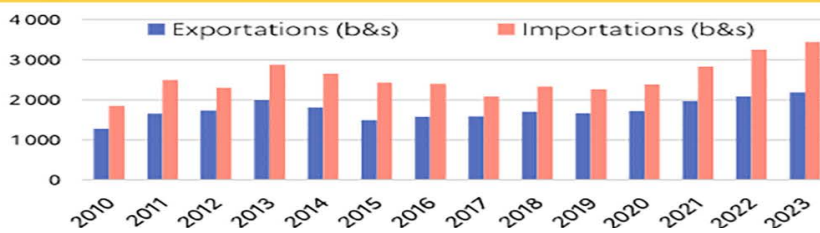
dans sa volonté d'appuyer les services publics de sécurité dans leur mission de protection des citoyens. Il a relevé l'importance de doter les forces de l'ordre et de sécurité de matériel pour améliorer la qualité de service et la célérité des interventions. Les responsables des structures bénéficiaires ont, au nom de leurs collaborateurs, exprimé leur gratitude aux donateurs pour leur marque d'attention. Ils ont rassuré que le matériel et les équipements mis à leur disposition seront utilisés à bon escient au bénéfice des populations dans de meilleures conditions.

ATOP/DK/SED/KYA

Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)

	2021	2022	2023
Exportations de biens et services (BM)	1 971	2 091	2 192
Importations de biens et services (BM)	2 833	3 259	3 441
Balance des biens et services (BM)	- 861	- 1 167	- 1 249



• Source : tresor.economie.gouv.fr

Suite de la page 03

programme J-CAP ayant déjà mobilisé 17 milliards de dollars d'investissements depuis 2018), et mobiliser le secteur privé grâce à des mécanismes innovants de garanties et de financements en monnaie locale. Cette feuille de route vise à convertir l'épargne dormante en leviers concrets de souveraineté économique.

Le Maroc laboratoire de la résilience financière africaine

Nadia Fettah a érigé le Maroc en modèle de stabilité économique pour le continent, mettant en avant des fondamentaux robustes: une croissance projetée à 4,8% en 2025, une inflation maîtrisée à 1%, et une consolidation continue du déficit budgétaire. Cette performance, saluée par le rétablissement du statut Investment Grade par Standard & Poor's, illustre selon elle la capacité du royaume à

«transformer les défis en opportunités». Le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement, couplé aux réformes fiscales et sociales, incarne un «modèle africain fondé sur la stabilité et l'investissement». Le Maroc dépasse ainsi son rôle national pour devenir un architecte clé de l'intégration financière panafricaine, comme en témoignent son implication active dans le système de paiement PAPSS (opérationnel dans 16 pays, permettant des transactions en monnaies locales) et l'interconnexion boursière AELP reliant sept places financières africaines. Des initiatives qui font de Casablanca un hub stratégique où «l'Afrique se pense, se rêve et se construit», selon les mots de la ministre Nadia Fettah.

Du slogan à l'action

Les recommandations de l'AFIS 2024 et les débats 2025 cristallisent un agenda opérationnel exigeant des actions ciblées. Pour les régulateurs, l'harmonisation des cadres juridiques au sein des

blocs régionaux et le développement d'instruments hybrides (dette mezzanine, titrisation) deviennent prioritaires afin de réduire la fragmentation des marchés. Les banques commerciales doivent reprendre la main sur le financement du commerce intra-africain, où seulement 20% des transactions utilisent des devises locales, tout en optimisant la gestion des réserves de change face au désengagement partiel des correspondants internationaux. Les investisseurs institutionnels, notamment les fonds de pension, sont appelés à réorienter massivement leurs actifs vers les infrastructures – moins de 3% y étant actuellement dédiés – afin de combler le déficit financier chronique. Enfin, les fintechs, dont les revenus devraient atteindre 40 milliards de dollars en 2025, doivent piloter l'innovation via un «passeport réglementaire» pour fluidifier la conformité transfrontalière et élargir l'inclusion financière. Amir Ben Yahmed, directeur

général du groupe Jeune Afrique, résume cet impératif d'action «Faire de l'AFIS une plateforme où l'action prend le pas sur la parole», soulignant l'incroyable ambition et la formidable vitalité du secteur privé africain. Cette dynamique place la mobilisation du capital domestique et la libération des capitaux institutionnels au cœur des priorités 2025.

Ce qui change concrètement

Ainsi, l'AFIS 2025 cristallise trois évolutions structurelles majeures pour la finance africaine. La souveraineté opérationnelle s'incarne

bourses), réduisant de 5 milliards de dollars annuels les coûts de conversion et fluidifiant les échanges intra-africains. Enfin, le rôle pivot du Maroc s'affirme comme catalyseur: son modèle éprouvé de partenariats public-privé, sa stabilité macroéconomique (croissance à 4,8%, inflation à 1%), et son leadership dans les initiatives panafricaines en font l'architecte incontournable pour concrétiser la vision royale selon laquelle «L'Afrique doit faire confiance à l'Afrique». Cette triple dynamique transforme les décla-

sociables: mobiliser l'épargne dormante vers les infrastructures vitales, intégrer les marchés par l'interopérabilité des systèmes financiers, et ancrer la croissance dans la durabilité climatique et sociale. Le Maroc, fort de sa légitimité géopolitique renouvelée et de ses fondamentaux économiques solides, incarne cette transition vers un «continent d'investissements» selon la formule de Makhtar Diop. Les 17 recommandations de l'AFIS 2024 et les travaux des panels 2025 offrent une feuille de route claire,



désormais dans des mécanismes tangibles: les pools d'assurance régionaux mutualisent les risques climatiques et cybernétiques, tandis que les obligations vertes africaines – 0,5 % du marché mondial en 2024 – deviennent des instruments stratégiques pour financer la transition écologique. L'intégration financière franchit un cap décisif avec la scalabilité du système PAPSS (paiements en monnaies locales dans 16 pays) et de l'AELP

(interconnexion de sept

Vers un nouveau contrat financier continental

L'AFIS 2025 marque un tournant historique où la souveraineté financière cesse d'être un slogan pour devenir un impératif opérationnel, comme l'a souligné Nadia Fettah: «Il est temps pour l'Afrique de se doter d'un agenda collectif». Ce contrat repose sur trois piliers indis-

mais la réussite finale dépendra de la coordination inédite entre trois acteurs: les régulateurs, pour l'harmonisation normative; les institutions financières, pour le déploiement de produits adaptés et les États, pour la stabilité politique. Ce défi, à la mesure des 300 millions de jeunes Africains entrants sur le marché du travail, scelle l'AFIS comme laboratoire d'une finance enfin maîtresse de son destin.



Burkina Faso/2e Business Days du secteur bancaire

Une “belle initiative” saluée par les acteurs

A l'occasion de la 2e édition des Journées portes ouvertes (JPO) du secteur bancaire, dénommées "Business Days", organisées par l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Burkina (APBEF-B), en partenariat avec les artisans et transformateurs agroalimentaires, les 29 et 30 octobre 2025, à Ouagadougou, sous le thème : « Banques et acteurs économiques : mieux se comprendre pour une inclusion financière réussie », et sous le Haut parrainage du ministre de l'Economie et des Finances, Dr Aboubakar Nacanabo, C'Finance a rendu son micro à certains acteurs bancaires. Ils présentent leurs offres de produits, et saluent cette « belle initiative » portée par l'APBEF-B.

La Banque Pstale du Burkina Faso (BPBF) est une banque commerciale présente sur le marché depuis 2023. Nous sommes une banque publique qui s'intéresse à tous les segments économiques de notre pays, qu'il s'agisse des particuliers, des entreprises, des PME, le secteur informel ou encore le secteur agricole. Notre mission principale est d'accompagner le développement économique du Burkina Faso à travers la promotion de l'inclusion financière. En trois ans, nous avons déjà développé un réseau de plus de 45 cash-points, qui sont de petites agences installées à l'intérieur des bureaux de La Poste Burkina Faso, réparties un peu partout dans le pays ; et pour cette année, nous avons déjà ouvert huit agences complètes. Notre objectif est de couvrir l'ensemble du territoire national et notre slogan, " La banque la plus proche de vous ", illustre bien notre volonté de proximité, qui est au cœur de notre mission et de nos actions. La Banque postale a été lancée par La Poste Burkina Faso, mais elle fonctionne de manière autonome et se distingue par sa capacité à générer une véritable activité bancaire. Nous proposons une gamme complète de produits et services adaptés à tous les profils : comptes chèques, comptes courants, comptes d'épargne, crédits pour les salariés, les non-salariés, les PME, les groupements et les entreprises. Nos produits d'épargne sont variés et personnalisés selon les besoins, certains sont dédiés aux femmes, d'autres au secteur informel. Nous disposons également de produits classiques ou destinés à ceux qui souhaitent déposer de fortes sommes. Nous couvrons tous les services bancaires classiques, comme les virements ou les transferts, et nous nous positionnons comme une banque accessible et moins chère, afin de toucher aussi bien les clients aisés que ceux ayant des ressources plus modestes. La participation à des événements comme ces Journées portes ouvertes des banques sont pour nous une occasion de mieux faire connaître la Banque Postale, d'informer le grand public sur le rôle de la banque dans le développement économique et sur l'importance du partenariat avec les différents acteurs économiques. Ces journées permettent aux banques de



comprendre les attentes des clients, qu'il s'agisse des PME, des associations, des groupements ou du secteur informel, et d'adapter nos stratégies pour mieux financer l'économie nationale. Nous saluons le leadership de l'APBEF-B qui permet la tenue de ces rencontres annuelles, qui favorisent l'échange, la sensibilisation et l'engouement autour des services bancaires. La banque est un acteur indispensable, que l'on soit particulier ou entrepreneur, et il est essentiel que le grand public participe régulièrement à ce type d'activités pour mieux comprendre, se familiariser avec le secteur et choisir un partenaire bancaire fiable pour son développement économique ».

« Bank of Africa (BOA) est présente dans 18 pays à travers l'Afrique et l'Europe, y compris la France. Nous faisons partie des meilleures banques du Burkina en termes de capacité. C'est une fierté pour nous d'être présents aux 2e Journées portes ouvertes de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Burkina. Nous avons une large gamme de produits et services, notamment dans le financement et dans la collecte de l'épargne. Mais pour cette édition, nous avons décidé de mettre l'accent sur deux produits particuliers : notre application digitale MyBOA et le Pack Viva Plus. L'application MyBOA est l'une des plus performantes du marché et nous encourageons tous les publics à y accéder. Le Pack Viva Plus, comme son nom l'indique, offre plusieurs services en même temps, destinés pas seulement aux salariés mais à tous ceux qui ont un minimum de revenus. La particularité de ce pack, c'est qu'il permet de bénéficier de crédits avec la possibilité également de placer un découvert permanent sur le compte, basé sur le revenu permanent du client, avec un tarif très concurrentiel. Nous attendons, en droite

ligne avec le thème de cette édition, qu'il y ait une meilleure inclusion financière. Nous sommes une grande famille, embarqué dans le même bateau. Le taux de bancarisation au Burkina est estimé à 21%, ce qui laisse une opportunité pour toutes les banques. Nous souhaitons véritablement, au-delà de l'accès au financement, apporter une éducation financière à la population, pour qu'elle comprenne les procédures bancaires et découvre notre gamme de produits. Nous espérons qu'il y aura une large participation du public et que chaque banque pourra tirer son épingle du jeu. J'invite les publics à venir adhérer à notre banque, qui selon moi, est la meilleure banque du Burkina. Notre slogan est "La force d'un groupe, la proximité d'un partenaire". Nous vous attendons tous, venez vous inscrire aux différents services de BOA Burkina. »

« A OraBank, nous avons les comptes dédiés aux particuliers, aux entreprises, aux professionnels et institutionnels. Il s'agit des comptes d'épargne, des comptes pour les virements de salaire, des comptes entreprise, pour ONG et associations, des comptes dédiés aux sociétés. Nous avons le compte d'épargne OGOLD, rémunéré à 5% le trimestre, pour permettre à nos clients de faire de bonnes économies, de bonnes épargnes et à un taux attractif. Nous avons également une gamme variée de produits digitaux comme le WhatsApp Banking, qui permet au client d'échanger directement avec sa banque pour demander plusieurs services ; la liaison avec le compte Orange Money, une solution permettant au client d'approvisionner son compte Orange Money à partir de son compte bancaire et vice versa. Toujours au titre des produits digitaux, il y a Oranet, MyKeaz, l'application mobile d'Orabank, etc. Au niveau des produits de la monétique, nous avons des

cartes Visa : les visas classiques, visas premiers, Visa Business, pour faciliter les transactions de nos clients. Pour ce qui est des crédits également, nous avons aussi une gamme de produits de financements dédiée aux particuliers, aux entreprises et aux institutionnels. En fonction donc de l'activité du client, nous savons quel type de produits lui proposer. Chaque acteur économique qui ouvre un compte à Ora-bank pourra donc bénéficier de tous ces différents produits et services. L'organisation de ces Journées portes ouvertes par l'APBEF-B constitue une bonne chose, au regard du taux de bancarisation qui reste toujours faible au Burkina Faso, du fait que la population, les acteurs économiques ne connaissent pas bien le rôle des banques. Ces journées permettent aux banques de partager des informations qui pourraient aider les acteurs économiques à connaître mieux la banque, son activité, son

fonctionnement et ce qu'ils pourraient également en tirer en adhérant aux banques. Le thème : « banques et acteurs économiques : mieux se comprendre pour une inclusion financière réussie », est bien clair et parlant. Il faudrait donc qu'il y ait des échanges entre les banques et les acteurs économiques pour plus de compréhension. En venant à ces journées, nous rencontrons des acteurs économiques qui nous soumettent des préoccupations, des attentes vis-à-vis des banques et nous essayons de les rassurer que nous sommes là pour les accompagner dans leurs divers besoins. C'est également l'occasion pour nous de sensibiliser les populations que garder l'argent à la maison, c'est très risqué, notamment des risques d'incendie, de braquage, qui peuvent entraîner morts d'hommes. En tant que banquier, il est important d'écouter les acteurs écono-

miques, sonder leurs besoins et leur donner des conseils et aussi leur partager les différents produits et services que nous mettons à leur disposition. A travers les JPO que nous avons une réelle opportunité de rencontrer les clients hors de la banque, d'échanger et de mieux communiquer avec eux ».

« Nous sommes à ces Journées Portes Ouvertes, qui réunissent les banques et établissements financiers et les acteurs économiques, pour mieux se comprendre et pour permettre une inclusion financière. Wendkuni Bank International est une banque à 100% actionnariat burkinabè. C'est une banque du terroir, née de promoteurs pour promouvoir les petites et moyennes entreprises, pour les accompagner dans leurs activités et leur permettre de grandir. D'où notre slogan : "Grandir avec vous". C'est vraiment une banque du terroir, faite pour tous les Bur-

Suite à la page 06

Nomination

L'Ivoirien Serge Mian prend les commandes de d'AGF WEST AFRICA

Le Conseil d'administration d'AGF WEST AFRICA annonce la nomination de Serge MIAN au poste de Directeur Général, à compter du 3 novembre 2025. M. MIAN est un banquier d'affaires doté d'un parcours exceptionnel. Il a exercé au sein de prestigieuses institutions, telles que JP Morgan, EY, Deloitte France et AXA Investment Managers aux États-Unis.

● Nicole Esso

L'African Guarantee Fund (AGF) est un garant de crédit spécialisé dont la mission est de faciliter le développement économique et la réduction de la pauvreté en Afrique. Dans ses nouvelles fonctions, M. MIAN aura pour mission de diriger l'équipe afin de développer les activités de l'AGF en Afrique de l'Ouest francophone et anglophone. Ses principales responsabilités incluront : garantir la conformité aux politiques juridiques, réglementaires et internes, conformément aux orientations du Conseil d'administration; superviser les opérations quotidiennes, assurer le leadership et atteindre les objectifs fixés par la mission et la vision d'AGF WEST AFRICA; stimuler



l'expansion commerciale, tant sur le plan géographique que par le développement de nouveaux produits Fort de plus de 20 ans d'expérience internationale dans le secteur financier, M. MIAN est un professionnel passionné et expérimenté. Avant de rejoindre AGF Afrique de l'Ouest, il occupait le poste de Directeur des Investissements et des Relations avec les Investisseurs au sein du groupe bancaire panafricain Orabank, où il a piloté avec succès la mobilisation de fonds et la mise en œuvre d'initiatives stratégiques à l'échelle du Groupe. M.

MIAN a débuté sa carrière chez AXA Investment Managers en France, avant de rejoindre les États-Unis pour travailler chez Adax Asset Management, société spécialisée dans les fonds spéculatifs. En 2006, il intègre Deloitte France comme analyste en gestion des risques, puis rejoint la division banque privée de JPMorgan en tant que conseiller en investissement, poste qu'il occupera pendant cinq ans. De retour en Côte d'Ivoire, il prend la tête du département Fusions-acquisitions et levée de fonds au sein de la division Transaction Services d'EY. Diplômé de l'ENSEA (École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée, Côte d'Ivoire) et de HEC Paris, M. MIAN est également titulaire du titre CFA délivré par le CFA Institute (États-Unis).



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 3 novembre 2025

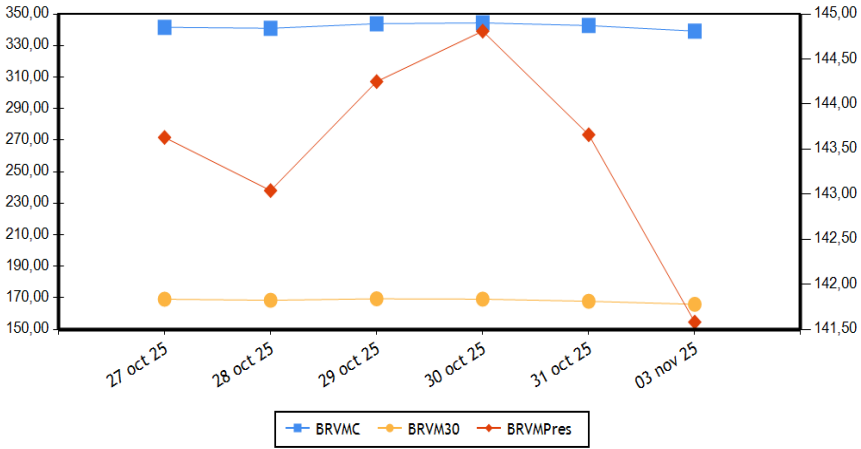
N° 208

BRVM COMPOSITE	339,12
Variation Jour	-1,03 %
Variation annuelle	22,86 %

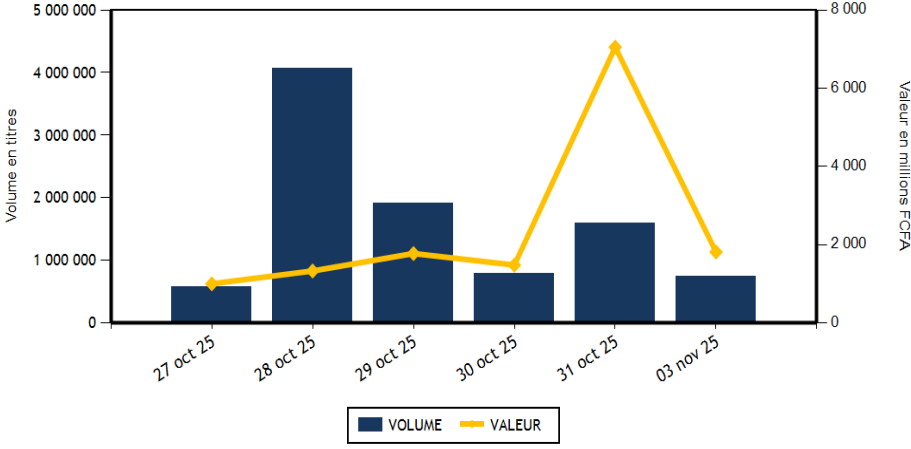
BRVM 30	165,86
Variation Jour	-1,15 %
Variation annuelle	19,55 %

BRVM PRESTIGE	141,58
Variation Jour	-1,45 %
Variation annuelle	23,28 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 075 184 008 174	-1,03 %
Volume échangé (Actions & Droits)	740 419	-31,32 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 807 160 049	-10,08 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	6	-62,50 %
Nombre de titres en baisse	36	56,52 %
Nombre de titres inchangés	3	-50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 709 378 411 963	-1,67 %
Volume échangé	452	-99,91 %
Valeur transigée (FCFA)	4 490 000	-99,91 %
Nombre de titres transigés	4	-20,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	24 695	7,49 %	90,69 %
SICABLE CI (CABC)	1 985	7,30 %	90,87 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	885	7,27 %	18,00 %
SITAB CI (STBC)	19 795	2,56 %	171,16 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 490	1,36 %	11,19 %

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	7 725	-7,49 %	54,50 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 225	-7,48 %	20,27 %
NESTLE CI (NTLC)	13 055	-7,48 %	64,01 %
BERNABE CI (BNBC)	1 805	-7,44 %	69,48 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	4 055	-7,42 %	84,32 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	141,58	-1,45 %	23,28 %	59 990	1 020 158 590	10,83
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	210,20	-1,22 %	52,20 %	680 429	787 001 459	17,85

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	236,10	0,51 %	101,18 %	81 207	236 586 235	11,23
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	732,19	-0,26 %	-4,16 %	56 818	975 904 300	9,95
BRVM - FINANCES	16	141,70	-1,32 %	39,26 %	496 616	332 202 759	9,15
BRVM - TRANSPORT	1	364,71	1,36 %	11,00 %	42 861	62 639 470	3,85
BRVM - AGRICULTURE	5	332,84	-3,87 %	68,89 %	21 890	119 249 115	10,75
BRVM - DISTRIBUTION	7	575,30	-5,18 %	71,59 %	29 588	66 246 910	74,31
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	597,46	-1,29 %	-8,01 %	11 439	14 331 260	8,92

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	95,22	-0,25 %	-4,78 %	39 637	897 104 330	9,79
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	215,49	-6,21 %	115,49 %	73 045	117 086 670	91,44
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	139,26	-1,32 %	39,26 %	496 616	332 202 759	9,15
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	201,03	-0,37 %	101,03 %	28 378	239 658 830	11,62
BRVM - INDUSTRIELS	6	122,24	-1,18 %	22,24 %	64 559	97 164 835	5,05
BRVM - ENERGIE	4	105,97	-2,05 %	5,97 %	21 003	45 142 655	12,97
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	114,25	-0,72 %	14,25 %	17 181	78 799 970	10,39

États-Unis

La paralysie budgétaire affame des millions d'Américains

Des millions de personnes sont privés d'aide alimentaire à cause de la récente suspension de ces aides aux États-Unis.

Eric Dunham, père de famille et porteur de handicap, dépend du programme public d'aide alimentaire pour vivre et se nourrir, comme 42 millions d'Américains. Mais la paralysie budgétaire aux États-Unis a causé la récente suspension de ces aides. «Si je ne reçois pas mes bons alimentaires, je ne peux pas manger», témoigne cet homme de 36 ans, qui navigue entre plusieurs petits boulots. Il explique qu'après avoir déduit la pension alimentaire mensuelle de son salaire pour ses deux enfants, il ne lui reste «que 24 dollars» pour vivre. Ce midi, il a pu déjeuner grâce aux dons d'un restaurant de Houston, au Texas, dans le sud des États-Unis. Les effets du blocage budgétaire, débuté il y a plus d'un mois, se sont étendus samedi aux Américains qui dépendent du programme Snap, que l'État fédéral a arrêté de financer malgré une décision de justice ordonnant son maintien. Donald Trump a affirmé sa volonté de continuer à financer l'aide alimentaire, mais pendant que l'administration américaine s'adapte, des millions d'Américains se retrouvent privés de ce programme essentiel.

Solidarité

Par ailleurs, des centaines de milliers de fonctionnaires ont été mis au chômage technique, causant des perturbations dans le trafic aérien ou la fermeture de parcs nationaux. «Il y a beaucoup de licenciements et, en plus, les gens n'ont plus droit aux bons alimentaires. Personne ne sait ce qu'il va se passer, alors j'ai préparé des sandwiches pour les bénéficiaires



● **Les dons d'un restaurant de Houston ont permis à Eric Dunham de se nourrir. Comme environ un Américain sur huit, il bénéficie de bons alimentaires distribués par le gouvernement américain.** *AFP*

du programme Snap, afin qu'ils aient au moins un repas garanti», affirme Nhan Ngo, le propriétaire du restaurant où Eric Dunham a pu déjeuner. Dans le sud de cette ville de plus de 2 millions d'habitants, des milliers d'automobilistes qui n'ont pas reçu leurs bons alimentaires – ou craignent de ne pas les recevoir cette semaine – font la queue devant un stade où la banque alimentaire de Houston remplit les coffres de voitures de fruits et de denrées non périssables. «Aujourd'hui, le programme d'aide Snap a été suspendu, ce qui est sans précédent dans l'histoire. Cela touche environ 425'000 foyers rien que dans la région de Houston. Tout le monde fait son possible pour aider ces familles à s'en sortir en attendant», affirme Brian Greene, président de la banque alimentaire de Houston. Car bien qu'un juge fédéral ait ordonné vendredi le maintien du programme, «il faudra plusieurs jours pour que ça redémarre», dit-il.

«Déclencher une

guerre»

Cette suspension de Snap a touché Sandra Guzmán, 36 ans, mère de deux enfants, qui a demandé la semaine dernière ses bons alimentaires, sans succès. «J'ai appelé il y a deux jours pour demander mes bons et on m'a dit qu'on ne savait pas ce qui allait se passer (...) On ne parle pas de quelque chose de luxueux, mais de quelque chose de basique : de la nourriture pour mes enfants. Les bons alimentaires représentent 40 % de mes dépenses, cela a donc un très gros impact sur ma famille», explique-t-elle. May Willoughby, 72 ans, est venue au stade avec sa petite-fille pour récupérer des vivres. Elle pense que si Snap n'est pas rétabli, cela pourrait semer le chaos à travers le pays. «Nous avons besoin de nos bons alimentaires, de notre sécurité sociale, de notre assurance maladie, et nous en avons besoin maintenant. Si vous les supprimez, cela va déclencher une guerre et les gens vont commencer à voler, à se battre entre eux pour obtenir ce dont ils ont besoin pour nourrir leurs familles», insiste-t-elle. Un peu plus loin, Carolyn Guy, 51 ans, mère de quatre enfants et actuellement sans emploi, a jugé absurde que l'administration investisse dans d'autres choses, comme la nouvelle salle de bal à 300 millions de dollars voulue par Donald Trump à la Maison Blanche, plutôt que dans l'aide alimentaire.

«**Ils nous enlèvent nos bons alimentaires, mais ils vont construire une salle de bal. Ça n'a aucun sens**»
Carolyn Guy, 51 ans.

(*afp*)



notamment le travail des enfants et le travail forcé, les violations massives des normes de sécurité au travail ainsi que l'exploitation salariale».

Droits des enfants
«violés»

Citée dans le communiqué, Etelle Higonnet, directrice de Coffee Watch, affirme: «Dans les plantations qui fournissent Nestlé, Starbucks, le groupe NKG et d'autres, des enfants travaillent, des personnes sont harcelées et leurs droits sont violés.» «Nous sommes convaincus que les problèmes sont graves, systémiques et répandus. Les autorités allemandes doivent agir pour que les entreprises prennent enfin leurs responsabilités», exhorte-t-elle. «Nous prenons ces allégations très au sérieux, car elles ne sont pas conformes à nos

normes élevées», a rétorqué Nestlé dans un communiqué à l'AFP. Le groupe aux plus de 2000 marques assure ne pas être «directement lié aux exploitations agricoles en question» ou avoir «mis fin depuis aux relations avec un fournisseur en raison d'un manquement à [ses] normes». «Aucune des allégations présentées dans le rapport ne nous a été directement signalée», indique pour sa part l'allemand NKG à l'AFP, qui assure avoir mené un «audit approfondi» et «ne tolérer aucune forme d'abus des droits humains». Starbucks a dit à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel rejeter ces accusations «infondées» et assuré s'être engagé «à s'approvisionner en café de manière responsable, notamment en promouvant le respect des droits humains».

AFP

Des ONG accusent Nestlé, Starbucks, NKG

Trop légers sur les droits humains?

La charge des ONG, à l'instar de Coffee Watch, est très lourde à l'endroit de ces trois géants de la distribution de café, qui se défendent comme ils peuvent.

Des ONG, dont Coffee Watch, ont accusé jeudi Nestlé, Starbucks et Neumann Kaffee Gruppe (NKG) de violations des droits humains, notamment le travail d'enfants, tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement dans des exploitations de café. Coffee Watch, avec International Rights Advocates et l'ONG allemande Deutsche Umwelthilfe, a indiqué dans un communiqué avoir adressé une plainte contre ces entreprises auprès de l'office fédéral allemand de l'économie et du contrôle des exportations (BAFA). Les ONG accusent ces firmes de ne pas respecter la loi allemande sur le devoir de diligence des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement en vigueur depuis 2023. Celle-ci a pour objectif de renforcer le respect des droits humains (entre autres l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé). Contacté par l'AFP, le BAFA n'était pas immédiatement joignable pour confirmer la réception de la plainte. Dans son communiqué, Coffee Watch fait état de rapports sur de «graves violations (...) dans les exploitations de café en Chine, au Mexique, au Brésil et en Ouganda —

Nouvelles Technologies

ChatGPT va instaurer un contrôle parental

L'annonce d'OpenAI intervient après que des parents ont accusé cet agent conversationnel d'avoir encouragé leur enfant à se suicider.

L'entreprise américaine OpenAI a annoncé mardi qu'elle allait instaurer un mécanisme de contrôle parental pour son outil d'intelligence artificielle ChatGPT, après que des parents américains ont accusé fin août cet agent conversationnel d'avoir encouragé leur enfant à se suicider. «Dans le mois à venir, les parents pourront lier leur compte avec celui de leur adolescent» et «contrôler la façon dont ChatGPT répond à leur adolescent avec des règles de comportement du modèle», a déclaré OpenAI dans un billet de blog. D'après l'entreprise, il sera aussi possible pour les parents d'être alertés en cas de détection d'une «détresse aiguë» dans les conversations de leur enfant et de contrôler les paramètres du compte. Cette annonce suit un précédent billet de blog publié fin août, dans lequel l'entreprise avait indiqué qu'elle préparait un mécanisme de



contrôle parental. La veille, les parents d'un adolescent californien de 16 ans qui s'est suicidé avaient porté plainte contre OpenAI, accusant ChatGPT d'avoir fourni à leur fils des instructions détaillées pour mettre fin à ses jours et d'avoir encouragé son geste.

D'autres mesures
attendues

«Nous continuons à améliorer la manière dont nos modèles reconnaissent et répondent aux signes de

détresse mentale et émotionnelle», a ajouté mardi l'entreprise dans son billet de blog. OpenAI a dit prendre d'autres mesures, attendues dans les 120 prochains jours. L'entreprise redirigera ainsi certaines «conversations sensibles» vers des modèles de raisonnement comme GPT-5-thinking, plus évolué. «Les modèles de raisonnement suivent et appliquent plus systématiquement les consignes de sécurité», a précisé le groupe américain.

AFP

UMOA

Le Conseil d'Administration du DC/BR approuve le passage du cycle de règlement/livraison de J+3 à J+2

Abidjan le 30 octobre 2025- Le passage du cycle de règlement/livraison de J+3 à J+2 a franchi une nouvelle étape vers sa mise en œuvre effective sur le marché financier régional de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) en décembre prochain.

Réuni à Abidjan le mardi 21 octobre 2025, le Conseil d'Administration du Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) a approuvé les dispositions réglementaires du passage du cycle de règlement/livraison de J+3 à J+2. Cette réduction du cycle de règlement/

livraison vise à améliorer la liquidité du marché financier régional ainsi qu'à diminuer les risques et accroître l'efficacité opérationnelle. Les travaux de cette session présidés par le président du Conseil d'Administration, Monsieur Faman Touré ont également permis au DC/BR

d'adopter les modalités du règlement tardif. L'approbation de ces deux projets ainsi que les modalités de leur mise en œuvre par le DC/BR intervient après l'autorisation de l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA).

Suite de la page 06

kinabés, d'ici ou d'ailleurs, et également pour la diaspora et pour tout le monde. Nous avons une panoplie de produits et services financiers. Actuellement, notre produit phare est le produit d'épargne et de placement. Au-delà de cela, nous avons des comptes bancaires, la monétique et la banque à distance. Récemment, nous avons lancé le produit exclusif Wendkuni, qui est Telecel money, une monnaie électronique. Avec la promotion de l'épargne et des produits de placement, Wendkuni Bank International offre des taux inédits, défiant toute concurrence sur la place, avec différents taux pour les dépôts à termes. Notre objectif aujourd'hui est de faire des partenariats, vendre nos produits, promouvoir tous les produits et services de Wendkuni Bank, tisser des relations d'affaires et également donner des conseils sur le plan financier aux participants. Il est important d'avoir un carnet d'adresses relationnel pour poursuivre la relation d'affaires au-delà de cette journée. C'est votre banque, ce sont vos produits, et nous souhaitons grandir avec vous. » « La BDU-BF est une banque commerciale, filiale de la Banque

de Développement du Mali (BDM-SA). Nous sommes au Burkina Faso depuis 13 ans et nous sommes résolument engagés dans l'accompagnement des clients, en particulier les entreprises, dans leurs besoins de financement, d'investissement et de consommation. Les 48 heures des JPO, c'est l'inclusion financière et l'harmonie qui devraient exister entre les établissements financiers et les acteurs du monde économique. Les attentes de nos clients, entreprises et particuliers, c'est de pouvoir lever la zone d'ombre qu'il y a entre eux et les établissements bancaires. Nous proposons une large gamme de produits. Il y a les produits d'épargne qui ont largement évolué avec des taux d'intérêt semestriel de 5%, 4,5%, 4%, tous selon leur typologie. Ce sont des produits d'épargne spécifiques pour accompagner la clientèle dans ses besoins de financement de projet à court, long ou moyen terme. » « La Badf est une banque universelle, offrant ses services à tous les acteurs économiques. Nous avons choisi de façon stratégique de mettre l'accent sur le secteur agro-sylvo-pastoral. Nos produits consistent

spécifiquement en des crédits à des taux très bas, avec des conditions de d'octroi assez souples. On a par exemple les crédits intrants, des crédits labours, etc. Nos attentes à l'issue de ces journées sont d'amener les acteurs du monde bancaire à échanger avec la clientèle, pour faire découvrir davantage nos produits et les conditions de leur mise à disposition. Nous voulons tout simplement dire à la population que, bien qu'étant une banque agricole, la Badf reste au service de tous. Tout le monde est invité à venir ouvrir un compte et faire des affaires avec nous. » « Nous proposons une gamme variée de produits d'épargne, de crédits, de produits digitaux, le tout dans le but de satisfaire aux besoins de la clientèle. Pour nos produits digitaux, il y a IB Cash, qui vous permet, si vous avez un compte au niveau IB Bank Burkina, de retirer de l'argent de votre compte bancaire pour mettre dans votre compte Moov ou Orange Money, et vis-versa. C'est ce que nous appelons le Bank-to-Wallet, ou Wallet-to-Bank, que nous faisons avec Moov ou Orange Money qui sont les opérateurs partenaires de notre banque pour le moment. Pour ce qui concerne les produits d'épargne, nous avons Epargne IB Diamond, qui est réservé à la catégorie

de la population qui a une forte qualité d'épargne, où le taux est rémunéré jusqu'à 4,5 %. Nous avons les comptes d'épargne ordinaire où le taux est à 3,5 %. Nous avons également les comptes d'épargne junior pour les enfants, rémunérés à 4 %, des comptes d'épargne logement, des comptes d'épargne ambitions. Ce qui veut dire que quand vous avez de l'ambition, vous voulez construire projet demain, vous commencez à épargner et au bout de la troisième année, nous vous accompagnons au triple de la valeur de votre épargne. Nous avons donc des produits variés qui intéressent la population. Nous sommes à la 2e édition des Business Days pour voir comment recruter beaucoup de clients, faire connaître davantage IB Bank dans son ensemble, voir dans quelle mesure nous pouvons placer IB Bank au premier rang des banques du Burkina Faso. Car, qui dit banque, dit volume que vous avez en termes de clientèle. Et pour avoir ce volume, il faut aller vers les clients. C'est dans ce cadre que nous sommes aux Business Days. L'organisation de ces Journées portes ouvertes du secteur bancaire est une très bonne initiative. Elle permet aux populations de savoir que la banque c'est elles qui la portent. C'est

pour cela qu'on a choisi le thème : « Banques et acteurs économiques : mieux se comprendre pour une inclusion financière réussie ». Nous souhaitons que les populations viennent à ces Business Days, afin qu'elles puissent se rapprocher de la banque ; car si nous sommes là, c'est pour pouvoir vulgariser tout ce que nous avons comme produits bancaires, toutes banques confondues, et particulièrement IB Bank ». « Ces Business Days organisés par l'APBEF-B est une occasion idéale de renforcer le lien avec la clientèle et de casser cette barrière de méfiance que certains peuvent avoir envers les banques. Coris Bank International est la banque leader du marché au Burkina Faso, et notre présence aujourd'hui vise avant tout à nous rapprocher des clients, à créer de la proximité et à montrer que la banque est un partenaire de confiance pour tous les acteurs économiques. Nous présentons plusieurs solutions adaptées aux besoins de nos clients : des financements pour soutenir leurs projets, des solutions digitales innovantes comme MyCorisBank, qui permet de réaliser toutes les transactions depuis l'application

sans avoir à se déplacer en agence, ou encore Wallet-to-Bank, une offre dédiée à tous les segments, particuliers et entreprises, permettant notamment aux entreprises de gérer leurs transactions et de payer les salaires de leurs employés directement via l'application. Nous proposons également des produits d'épargne variés, adaptés aux enfants comme aux parents, afin de répondre aux besoins de chaque profil. Nous saluons l'initiative de l'APBEF-B avec ces Journées portes ouvertes, qui en est déjà à sa 2e édition, car elle permet aux banques de mieux se rapprocher des clients, de comprendre leurs attentes et de leur offrir des solutions concrètes. Notre appel à la population est simple : venez vous rapprocher des banques. Coris Bank International est présente sur l'ensemble du territoire, dans toutes les régions du Burkina Faso, et nous mettons un point d'honneur à être accessibles et à accompagner tous nos clients. Contrairement à certains acteurs peu fiables qui ont pu décevoir la population de par le passé, les banques sont des institutions sûres, régulées par la BCEAO et le ministère des Finances, et ne peuvent pas fuir avec l'argent des clients.

HOROSCOPE finance

Bélier Les transactions financières sont déconseillées pour l'instant. Vous manquerez trop de souplesse, et le contact risquerait d'être rapidement rompu avec vos interlocuteurs. N'essayez pas non plus d'obtenir un prêt ou des appuis financiers, les astres n'y étant pas favorables en ce moment.

Taureau Dans le domaine matériel, vous ne ménagerez pas vos efforts pour gérer efficacement votre budget afin d'améliorer votre confort et celui des vôtres. Vous aurez également la possibilité de réaliser des placements assez lucratifs.

Gémeaux Côté argent, les mauvaises surprises vous seront épargnées. Mais vous devrez, bien entendu, gérer votre budget avec sagesse et réalisme. Vous aurez la possibilité d'améliorer votre pouvoir d'achat grâce à des transactions profitables.

Cancer Il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont allergiques à l'argent. C'est pour ces raisons qu' "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas" (Lucius Florus). On peut parfaitement vivre heureux avec peu à condition, bien entendu, de savoir choisir ses objectifs et de faire preuve d'imagination dans le choix des moyens pour y parvenir.

Lion Cette configuration de Saturne vous poussera à l'imprévoyance. Un climat de douce insouciance vous enveloppera. Et pourtant un proverbe chinois vous conseille : "N'attends pas d'avoir soif pour tirer l'eau du puits".

Vierge Cette position de Neptune pourra vous faire vivre dans un climat financier extrêmement confus. Soit vous aurez affaire à des personnes peu claires, soit vous verrez resurgir d'anciennes dettes ou litiges que vous pensiez réglés, soit encore c'est vous qui sèmerez la pagaille dans vos comptes en oubliant toute prudence !

Balance Ce climat financier sera assez stable, mais vous devrez tout de même rester quelque peu sur la défensive. Non que les astres soient négatifs, mais tout simplement parce que Jupiter est en aspect dysharmonique. Cette planète risque en effet de décupler votre tendance à trop dépenser. Vous qui n'êtes pas habituellement un modèle de prudence dans ce domaine, vous serez enclin à faire des folies. Et méfiez-vous : aucune planète ne viendra à votre secours.

Scorpion C'est sur le plan financier que les astres pourraient vous venir en aide en ce moment. Vous allez bénéficier d'une certaine chance, tout en ayant de bonnes idées pour rentabiliser au mieux vos rentrées d'argent. Attention simplement à l'impact de Jupiter mal aspecté : cet astre habituellement bénéfique pourra vous souffler des envies d'achat impulsif plutôt inutiles. Méfiez-vous : ce serait trop dommage de claquer bêtement vos quelques économies au lieu de les mettre de côté pour un projet plus intéressant.

Capricorne Vous serez convaincant dans vos négociations et transactions, faisant preuve parfois même d'un flair remarquable. En tout cas, vous n'aurez aucun problème de trésorerie, et pourrez même venir en aide à un ami qui se trouve actuellement dans une mauvaise passe financière.

Sagittaire Votre situation matérielle ne se consolidera que lentement. Inutile de vous démener dans l'espoir d'une amélioration spectaculaire. Il sera dans votre intérêt de montrer patient et persévérant. "Petit à petit, l'oiseau fait son nid" (proverbe français).

Verseau Les factures concernant votre foyer doivent être réglées sans délai, sinon vous risquez aujourd'hui d'encourir des embêtements inextricables. Vous faites souvent preuve dans ce domaine d'une coupable négligence.

Poisson Vous devriez pouvoir profiter de cette position d'Uranus pour améliorer votre équilibre pécuniaire. Tous les natifs qui ont des choix financiers importants à faire pourront trouver de bonnes solutions.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Re
brand
YOUR LEADERSHIP



Thème

**DU LEADERSHIP À
LA GOUVERNANCE ET
AUX PERFORMANCES
COMMERCIALES** DANS
LES ORGANISATIONS ET
ENTREPRISES AFRICAINES.

SAM 06 DÉCEMBRE 2025

9H00-22H30

**HÔTEL SARAOKAWA
LOME-TOGO**

+228 92860146 /+228 96840249

info@senakpon.com

INTERVENANTS



Antonin DOSSOU
Ancien ministre (BÉNIN)
Ancien haut cadre de la BCEAO
Consultant senior BEEEX consulting



Jonas DAOU
Pdt Group Kapi / Président
Association des grandes
entreprises du Togo



Nabou FALL
Coach - Entrepreneur/



Stéphan CORIDON
Directeur Général Ithos CI /
Performance & Leadership
Coach/ Expert Comportement
Organisationnel



Yves MAYILAMENE
Régional HR Lead
Glencore Copper Africa



Adjaratou LAWANI
DG ALA Consulting



Marcellin S. GANDONOU
CEO SENAKPON GROUP



Luc AGBETOHO
Juriste, Consultant-Formateur



Armand POGNON
Coach - Président Fiad



Louis M. KEUMAYO
Journaliste/ Directeur New world
Magazine



Rabiattou BELLO
Consultante RH Expertise en QVT/QVCT
Directrice Associée IPIKAR Consulting



Cyberfraude

Voici les pays africains les mieux et les moins protégés, selon Sumsu

L'indice mondial de la cyberfraude de Sumsu, plateforme de vérification d'identité et de conformité réglementaire, montre que les pays nordiques sont les mieux protégés au monde. A l'inverse, l'Afrique est la région la plus vulnérable. Sur les 112 pays passés au crible, dont 16 africains, seuls trois pays du continent figurent dans le Top 50 des pays les mieux protégés contre de tels agissements aidés par des outils d'intelligence artificielle de plus en plus puissants.

À l'heure du tout numérique, la fraude en ligne touche tous les pays et les secteurs d'activité exposant aux dangers des vies et des pans entiers des économies. Cette fraude inclut le hameçonnage, l'usurpation d'identité, les arnaques en ligne et la fraude bancaire. Menée via diverses activités malveillantes par l'intermédiaire de plateformes numériques, la cyberfraude implique des transactions financières ou le vol d'informations personnelles avec des conséquences sur les personnes, les entreprises et les Etats. Ces derniers sont donc obligés d'investir massivement pour mieux se protéger contre de tels phénomènes.

Et c'est pour aider les États et entreprises à évaluer leur exposition aux risques de fraudes numériques, que Sumsu, plateforme de vérification d'identité et de conformité qui opère dans le monde entier, fondée à Londres et dont le siège est à Chypre, a publié la seconde édition de son Global Fraude Index 2025 -indice mondial de la fraude 2025.

«Nous avons lancé l'Indice mondial de la fraude pour mettre en lumière les causes profondes de la fraude. Nous sommes de retour pour une deuxième année car le contexte évolue sans cesse. En rendant transparentes les tendances en matière de fraude, nous aidons les entreprises à renforcer leurs défenses sans exclure les personnes qui méritent d'y avoir accès, pour un avenir numérique plus sûr et plus inclusif», souligne la plateforme.

Selon l'étude, la gouvernance et la maturité technologique restent les principaux leviers de protection contre les fraudes numériques. «L'indice mondial de la fraude de cette année montre que la protection contre la fraude ne dépend pas de la géographie, mais de la gouvernance», explique Timothy Owens, expert du secteur technologique et de l'IA chez Statista, institution ayant collaboré à la publication du Global Fraud Index 2025.

Ce dernier précise que «les fraudeurs ont désormais accès à des outils d'intelligence artificielle de plus en plus puissants. Ce qui était autrefois une menace de niche est



devenu monnaie courante. Pour les dirigeants technologiques, le message est clair: il faut traiter l'exposition à la fraude comme la disponibilité d'un système. Cela exige une surveillance continue». Cette seconde édition de Sumsu a passé en revue 112 pays, classés sur la base d'une batterie d'indicateurs: taux de fraude, degré de préparation à l'IA, PIB par habitant, coût de la vie et blanchiment d'argent. Ces indices intègrent également la politique étatique en matière de cybersécurité, la qualité d'internet et les ressources affectées au secteur numérique.

Ces indicateurs sont regroupés autour de quatre piliers avec des pondérations différentes: taux de fraude (50% du score globale), accessibilité aux ressources numériques (20%), intervention gouvernement (20%) et santé économique (10%). L'indice se base sur des données internes et des sources fiables émanant des institutions comme la Banque mondiale, Oxford Insights, Transparency International, Statista,...

Chaque pays, selon les notes obtenues au niveau de chaque indicateur et les pondérations, est noté sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 correspond au meilleur niveau de protection et 10 au niveau le plus exposé à la fraude. En clair, plus un pays a un score bas, mieux il est protégé. Le score moyen mondial est de 2,79 points. Selon le classement de l'Indice mondial de la cyberfraude, les pays les mieux protégés sont les États nordiques qui trustent le Top 5 mondial: Luxembourg, Danemark, Finlande, Norvège et Pays-Bas. Le Luxem-



bourg, avec un indice global de 0,8 est le pays où le taux de fraude est le moins important avec un score de 0. Ce pays a enregistré également des scores exceptionnels au niveau des leviers d'accessibilité des ressources (0,2), intervention du gouvernement (0,2) et santé économique (0,41).

L'étude montre que les États-Unis, la Malaisie et Singapour enregistrent une forte dégradation de leurs indicateurs. La France passe de la 97e à la 83e place mondiale. Au bas du classement, on trouve le Pakistan (112e mondial et dernier des pays classés), devancé par l'Indonésie (111e), le Nigeria (110e), l'Inde (109e) et Tanzanie (108e). Au niveau du continent africain, seuls 16 pays sont pris en compte dans ce classement et qui révèle leurs vulnérabilités face aux risques de fraudes numériques. Le pays africain le mieux protégé est Maurice, avec un score de 1,8 point, occupant le 22e rang mondial, très loin devant des pays comme les États-Unis (91e mondial avec un score de 3,81), la France (45e mondial; 2,27),... L'île Maurice est connue pour être un hub financier majeur en Afrique. Ce qui pousse les autorités à investir pour protéger l'État et les entreprises face aux fraudes numériques. Le pays doit son rang à la faiblesse des activités frauduleuses (0,27 point), à la bonne santé de l'économie (0,49 point), l'intervention du gouvernement (0,52) et l'accessibilité aux ressources numériques (1,56 point). Loin derrière, suivent le Botswana avec 2,29 points (46e mondial) et le Maroc avec un score de 2,38 (50e rang mondial). Le Royaume doit surtout son rang à son faible taux de fraude avec un score de 0,47, contre une moyenne mondiale de 2,07. Le pays affiche aussi de bons scores au niveau des piliers santé économique (0,52), intervention du gouvernement (0,65) et accessibilité aux ressources (1,72).

Mercato OL

Le Real Madrid annonce la couleur pour Endrick

Ouvert à un prêt à l'OL, qui lui garantit du temps de jeu, Endrick doit aussi composer avec le Real Madrid. Le club espagnol ne souhaite pas se presser le concernant.

Le mercato d'hiver est dans pratiquement deux mois. Mais avec le dossier Endrick, on tient déjà un feuilleton qui passionne les foules. Tout a commencé mercredi dernier lorsque plusieurs médias, ESPN en tête, ont révélé que l'Olympique Lyonnais discute avec le Brésilien et le Real Madrid de la possibilité de l'accueillir en prêt en janvier prochain. Une information que nous avons confirmée, en précisant que l'attaquant de 19 ans donne sa priorité aux Gones, qui peuvent lui offrir des garanties concernant son temps de jeu. Ce qui est primordial pour lui à quelques mois de la Coupe du Monde 2026.

Nous vous avons aussi expliqué que de nombreux clubs sont intéressés par Endrick dans les grands championnats européens. Il a aussi des pistes en Russie, au Moyen-Orient, en MLS, au Brésil ou encore au Mexique. Mais son entourage a d'ores et déjà écarté ces options, puisque l'idée est de rester sur le Vieux continent et de jouer une coupe d'Europe. Tout cela est donc une excellente nouvelle pour Lyon, qui a les faveurs de l'international auriverde. Un joueur qui a d'ailleurs disputé ses premières minutes de la saison samedi soir lors de la victoire 4 à 0 face à Valence.



Le Real Madrid ne veut pas encore trancher pour Endrick

Abonné à l'infirmerie puis au banc de touche (8 rencontres sans entrer en jeu) depuis l'arrivée de Xabi Alonso, il est entré en jeu à la place de Kylian Mbappé, durant 11 minutes. Sa dernière apparition remontait à 167 jours. Ceci est donc une bonne nouvelle pour le joueur, qui vivait très difficilement sa situation et rongait son frein. D'autant que Gonzalo Garcia était passé devant lui dans la hiérarchie des attaquants. Son entrée en jeu est donc une bonne chose pour Endrick, qui n'écarte pas la possibilité de rester dans la capitale espagnole si sa situation venait à évoluer. Le Real Madrid, qu'on a finalement peu entendu concernant les rumeurs de départ du Brésilien, a les cartes en mains. Les derniers échos venus de la presse espagnole ont révélé que les

Merengues préféraient un prêt en Liga pour Endrick, qui aura la nationalité espagnole dans 6 mois. De plus, il a été dit que les Merengues ne veulent pas le vendre et souhaitent éventuellement un prêt avec une prise en charge partielle du salaire. Ce lundi, The Athletic fait de nouvelles révélations. Sous les plumes des journalistes spécialistes du club merengue Guillermo Rai et Mario Cortegana, le média réputé pour son sérieux explique que «le Real Madrid ne souhaite pas encore prendre de décision définitive avec Endrick». L'écurie espagnole, qui va trancher avec Xabi Alonso, estime avoir beaucoup dépensé d'argent pour le Brésilien. Il a été acheté 35 M€, auxquels il faut ajouter 25 M€ de bonus. Le Real Madrid en aurait déjà versé la moitié, soit 12,5 M€. Un investissement important sur un talent en devenir. Les Madrilènes réfléchissent donc encore à la meilleure option, alors même que certains médias ont annoncé ce week-end qu'une décision serait prise dans la semaine pour Endrick. Le Real Madrid calme visiblement tout le monde et attend de voir comment la situation du joueur va évoluer. La suite au prochain épisode...

Avec footmercato

Ligue des Champions

Mbappé et Vinícius Jr terrifient Slot et Gravenberch

Mardi soir, Liverpool retrouvera le Real Madrid dans l'autre choc de cette 4e journée de Ligue des Champions. Présents en conférence de presse ce lundi, Ryan Gravenberch et Arne Slot ont évoqué les forces en présence côté madrilène.

Le milieu néerlandais a notamment interrogé sur la forme de Kylian Mbappé, auteur de 18 buts en 14 matchs cette saison. «Arrêter Mbappé ne sera pas facile, mais nous ferons de notre mieux. C'est un joueur de classe mondiale. (Ibrahima) Konaté le connaît bien, donc nous devrions nous appuyer sur lui, a-t-il indiqué. Son entraîneur, Arne Slot, a lui répon-



du à une question sur Vinícius Júnior, buteur à cinq reprises en cinq matchs contre les Reds et qui n'a jamais perdu contre Liverpool en C1. «Vinícius Júnior est un foot-

balleur vraiment exceptionnel. Rapide comme l'éclair, incroyable dans les duels en un contre un, capable de dribbler trois ou quatre joueurs d'affilée, a indiqué Slot. Pour rappel, Liverpool avait battu le Real en phase de ligue (2-0), la saison passée. Mbappé avait raté un penalty, tandis que Vinícius - blessé - n'avait pas joué.

Avec footmercato

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

LA MEILLEURE
QUALITÉ
AU JUSTE PRIX!

250*
FCFA
BOUTEILLE
30cl



NOUVEAU TARIF
Format 30cl



Harmonies |



POUR VOTRE SANTÉ PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE

* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 30CL

